

**CONSULTANTS**

# Note de conjoncture

## Retour de l'inflation, croissance en panne et fragilités sociales exacerbées

### INTERVENANTS



Linda RUA

### DATE

Mai 2026

# Sommaire

- **En France : la croissance cale, plombée par le fort recul des exportations et une demande intérieure sans allant**
  - La conjoncture française en 4 chiffres clés
  - Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre
  - Une croissance en panne pénalisée par une demande intérieure atone et des exportations en net repli
  - La production industrielle manufacturière progresse nettement ce trimestre tandis que la construction dévisse
- **Conflit au Moyen-Orient : nouveau choc géopolitique pour l'énergie mondiale**
  - Guerre en Iran, droits de douane de Trump et concurrence chinoise : trois facteurs qui creusent le déficit commercial français
  - Conséquences pour les entreprises : la crise profite à quelques-uns et pénalise les autres
  - Conséquences pour les ménages : retour de l'inflation et faible hausse des salaires en 2026

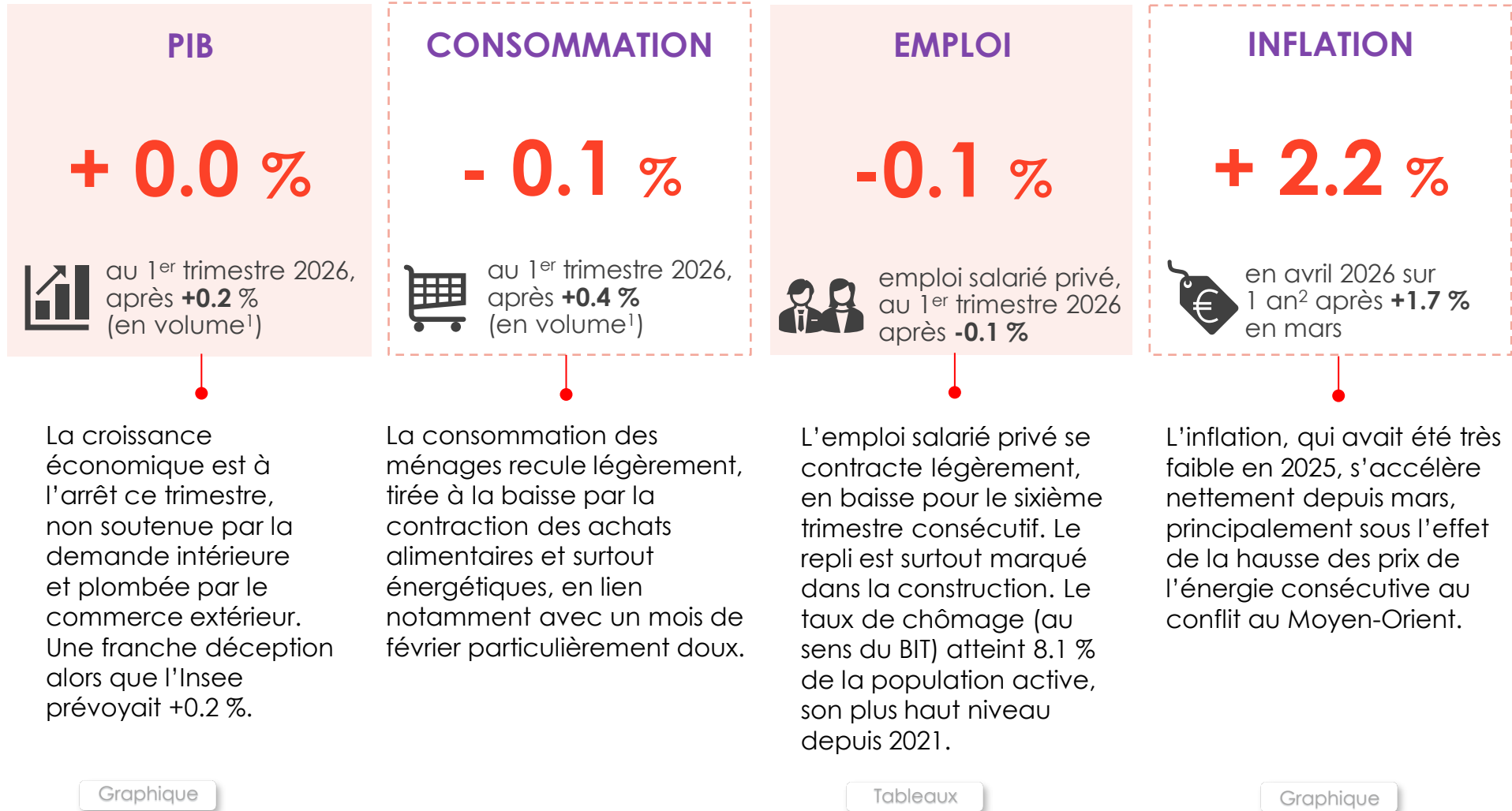
# Sommaire

- **Pauvreté au travail, défaillances d'entreprises et intelligence artificielle : des signaux sociaux inquiétants**
  - La pauvreté au travail bat des records en 2025, surtout chez les femmes salariées
  - Quand les défaillances d'entreprises et les emplois menacés atteignent des niveaux inédits, la protection des salariés est remise en cause
  - Intelligence artificielle, emploi et partage des gains de productivité : une recomposition déjà observable
- **Conjoncture internationale : la zone euro est engluée tandis que les États-Unis et la Chine résistent**
  - Zone euro : 3 % d'inflation et une croissance qui patine, soutenue par l'investissement et freinée par le commerce extérieur
  - États-Unis : croissance solide mais accélération de l'inflation
  - Chine : une croissance résiliente mais fragile
- **Les perspectives : ralentissement de la croissance, diffusion de l'inflation et beaucoup d'incertitude**
  - Les effets du conflit au Moyen-Orient vont se faire sentir davantage au deuxième trimestre, qui s'annonce déjà pire que le premier dans la zone euro
  - La croissance mondiale devrait ralentir en 2026, les pays émergents et en développement seraient particulièrement impactés

# ● En France : la croissance cale, plombée par le fort recul des exportations et une demande intérieure sans allant

- La conjoncture française en 4 chiffres clés 5
- Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre 6
- Une croissance en panne pénalisée par une demande intérieure atone et des exportations en net repli 7
- La production industrielle manufacturière progresse nettement ce trimestre tandis que la construction dévisse 9

# La conjoncture française en 4 chiffres clés



La croissance économique est à l'arrêt ce trimestre, non soutenue par la demande intérieure et plombée par le commerce extérieur. Une franche déception alors que l'Insee prévoyait +0.2 %.

La consommation des ménages recule légèrement, tirée à la baisse par la contraction des achats alimentaires et surtout énergétiques, en lien notamment avec un mois de février particulièrement doux.

L'emploi salarié privé se contracte légèrement, en baisse pour le sixième trimestre consécutif. Le repli est surtout marqué dans la construction. Le taux de chômage (au sens du BIT) atteint 8.1 % de la population active, son plus haut niveau depuis 2021.

L'inflation, qui avait été très faible en 2025, s'accélère nettement depuis mars, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie consécutive au conflit au Moyen-Orient.

Source : INSEE, [Informations rapides n° 106 \(30/04/2026\)](#), [n° 108 \(30/04/2026\)](#), [n° 109 \(30/04/2026\)](#), [Chiffres clés \(13/05/2026\)](#)

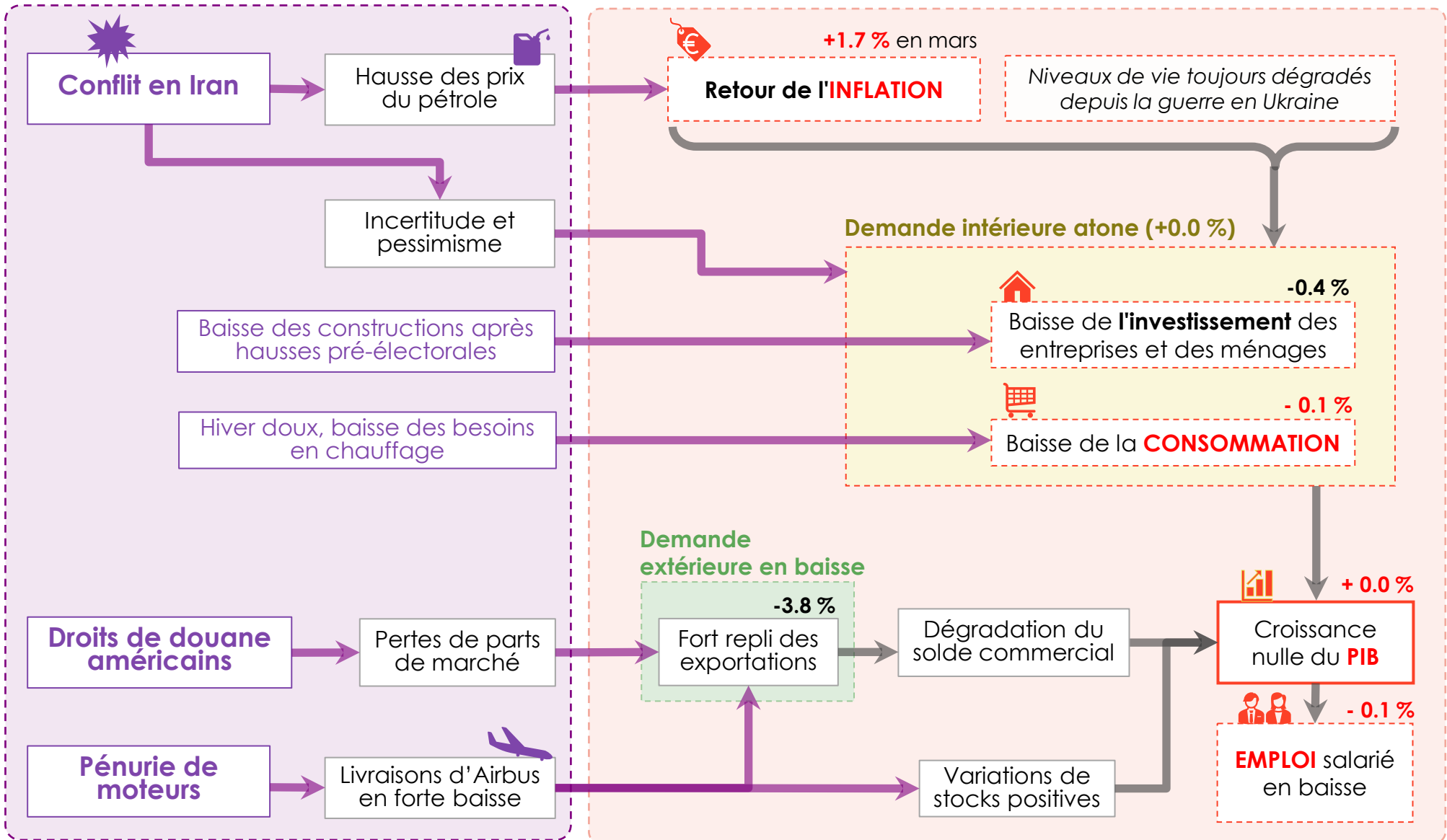
1 : Corrigé des variations des prix. Les données sont par ailleurs corrigées des variations saisonnières.

2 : Données provisoires

# Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre

## Forces à l'œuvre au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

## Principales conséquences sur l'économie française



Sources : données de l'Insee.

# Une croissance en panne pénalisée par une demande intérieure atone et des exportations en net repli (1)

La demande intérieure n'a été soutenue que par la dépense publique



Baisse de l'investissement et de la consommation



Confiance faible, niveaux de vie toujours dégradés

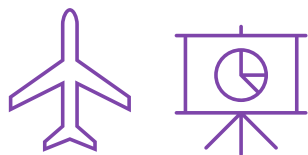
+

Hiver doux et baisse des constructions après la hausse préélectorale

- **Le PIB a stagné au premier trimestre 2026** (+0.0 % après +0.2 %), alors que l'Insee anticipait encore fin mars +0.2 %. L'écart s'explique principalement par la baisse de l'investissement dans la construction, après le pic enregistré avant les élections municipales.
- Si le conflit au Moyen-Orient a commencé à produire ses effets en mars avec notamment une baisse de la consommation de carburant (-0.4 %), la conjoncture avait commencé à se dégrader avant même le début de la guerre (28 février).
- **La demande intérieure finale a été apathique** (contribution nulle à la croissance), soutenue seulement par la dépense publique :
  - **La consommation des ménages a légèrement reculé (-0.1 %)**, principalement sous l'effet d'un repli des achats énergétiques (-2.3 %), avec des besoins en chauffage moindre en février, et de carburants (-2.3 %) qui a chuté en janvier, après avoir été exceptionnellement dynamique en décembre dernier.
  - **L'investissement s'est fortement contracté (-0.4 %)** autant pour les ménages que pour les entreprises, du fait de la **baisse importante des investissements en construction** (-1.5 %).
- Au-delà des aléas climatiques et post-électorales ayant ponctuellement pesé sur la demande intérieure ce trimestre, la demande privée reste pénalisée par une **confiance toujours dégradée** (même avant la guerre). Les ménages continuent de juger leur niveau de vie fortement détérioré depuis la crise inflationniste de 2022-2023 et restent peu enclins à réaliser des achats importants.

## Une croissance en panne pénalisée par une demande intérieure atone et des exportations en net repli (2)

### Le commerce extérieur a plombé la croissance du PIB



**- 3.8 %**  
d'exportations



effondrement  
des livraisons  
aéronautiques  
+  
pertes de parts  
de marché

- **Le commerce extérieur a contribué très négativement à la croissance du PIB ce trimestre** (-0.7 point). Les exportations françaises en volume, ont plongé de 3.8 % (après trois trimestres de croissance), alors que les importations n'ont diminué que de 1.7 %.
- Le repli des exportations est **principalement tiré par le recul des livraisons d'Airbus**, affectées par des pénuries de moteurs. Les exportations de matériels de transport ont ainsi chuté de 20.1 %. En contrepartie, les stocks ont contribué positivement à la croissance, du fait de la production d'Airbus non finis restés dans les entrepôts.
- Les exportations de produits agricoles ont aussi continué de s'éroder (-2.3 %) ainsi que les exportations de services (-1.7 %).
- Outre les évènements exceptionnels qui ont empêché des livraisons aéronautiques (et qui devraient être réglés rapidement), **d'autres facteurs plus graves, car potentiellement plus durables affectent le commerce extérieur de la France (voir dossier ci-après)** : le conflit au Moyen-Orient qui alourdit la facture des importations énergétiques, les droits de douane de Trump qui se font de plus en plus sentir, et l'afflux de produits chinois qui en résulte. Ainsi, les Douanes déplorent qu'après avoir regagné des parts de marché depuis le deuxième trimestre 2025, "la France en perd de nouveau assez nettement au premier trimestre 2026."

Sources : Insee, [Informations rapides N° 106 \(30/04/2026\)](#) ; Les Échos, [N. Silbert \(30/04/2026\)](#), [Portail de la direction générale des douanes et droits indirects \(11/05/2026\)](#)

# La production industrielle manufacturière progresse nettement ce trimestre tandis que la construction dévisse

## ● Industrie manufacturière

- Après une baisse de 0.3 % au quatrième trimestre 2025, **la production s'est nettement relevée** (+0.7 %), portée par les autres matériels de transport (+4.0 %), en particulier dans l'aéronautique (dont une partie a été stockée et non livrée, rappelons-le).
- **La production se redresse également dans les autres produits manufacturés** (+0.3 %) et les **biens d'équipement** (+0.5 %). Le dynamisme observé dans certains secteurs en mars, notamment ceux du textile-habillement-chaussure, de la chimie ou de la pharmacie, s'explique néanmoins par des **comportements d'anticipation** d'une hausse des coûts des intrants **en lien avec le conflit au Moyen-Orient** (commandes avancées, constitution de stocks).

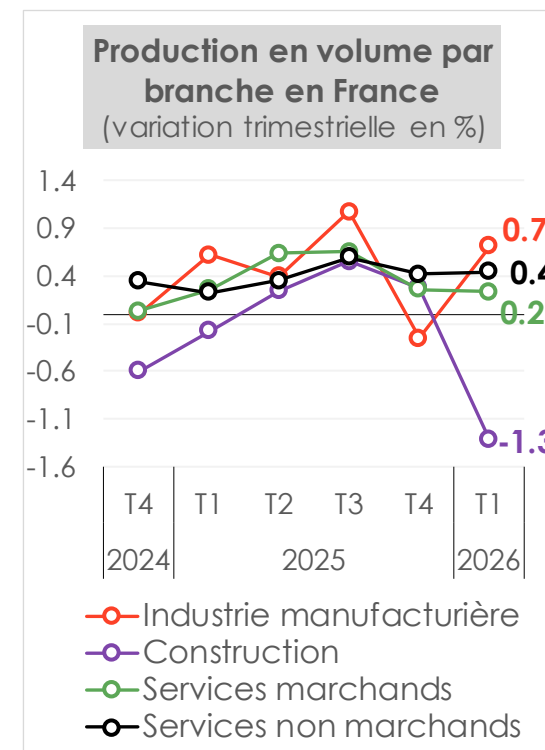
- À l'image de la demande, la production d'énergie, eau et déchets baisse fortement (-1.8 %).

- **Services marchands : la production ralentit légèrement** (+0.2 % après +0.3 %), freinée par les transports (-0.6 %) en lien avec la hausse des prix des carburants, tandis que l'information-communication accélère (+1.4 %) et les services aux entreprises restent bien orientés.

- **Construction : après une embellie en 2025, la production s'affaisse de 1.3 %**, aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics. La construction fait les frais de la chute des investissements ce trimestre.



- 1.3 %  
dans la  
construction  
au 1<sup>er</sup> trimestre



Données CVS-CJO

Sources : Insee, [Informations rapides N° 106 \(30/04/2026\)](#) et [Comptes nationaux trimestriels au premier trimestre 2026, Chiffres détaillés \(30/04/2026\)](#) ; Banque de France, [enquête mensuelle de conjoncture \(13/04/2026\)](#)

# ● Conflit au Moyen-Orient : nouveau choc géopolitique pour l'énergie mondiale

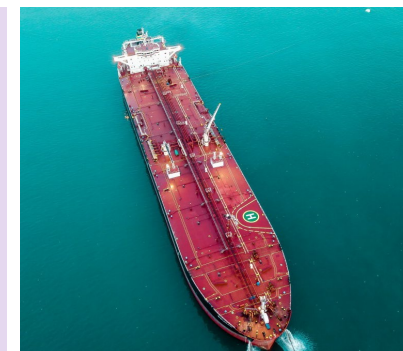
- Guerre en Iran, droits de douane de Trump et concurrence chinoise : trois facteurs qui creusent le déficit commercial français 12
- Conséquences pour les entreprises : la crise profite à certains et pénalise les autres 16
- Conséquences pour les ménages : retour de l'inflation et faible hausse des salaires en 2026 21

# Le blocage du détroit d'Ormuz : des conséquences majeures pour l'approvisionnement et les prix énergétiques mondiaux

## ● Un conflit qui bloque le détroit d'Ormuz

- Le 28 février, les premiers bombardements américano-israéliens en Iran ouvrent un conflit sans issue claire à court terme.
- En riposte, l'Iran s'en prend aux navires empruntant le détroit d'Ormuz, entraînant son blocage de facto depuis le 1er mars.

1/5<sup>e</sup> de la production mondiale de pétrole passe par le détroit d'Ormuz



## ● Ormuz, un point clé de l'énergie mondiale

- Le détroit d'Ormuz est un goulet d'étranglement du commerce énergétique mondial. **20 millions de barils y transitent chaque jour, soit un cinquième de la production mondiale** de pétrole (brut ou raffiné). **20 % du commerce mondial** de gaz naturel liquéfié et 30 % d'engrais azotés y transitent également.
- Le transport de ces matières premières se fait essentiellement par voie maritime (tankers, méthaniers ou vraquiers). **Le blocage du détroit d'Ormuz entrave donc sérieusement leurs exportations.**

## ● Conséquence : les prix de l'énergie se sont envolés

- Si les économies asiatiques apparaissent en première ligne – 89 % du pétrole transitant par Ormuz étant destiné à l'Asie – l'interdépendance des marchés énergétiques implique une transmission mondiale des tensions de prix. De plus, **l'Union européenne importe tout de même 8 % de son GNL du Qatar** par exemple.
- Ainsi, le **prix du baril de Brent a passé la barre des 100 dollars** dès la mi-mars alors qu'il était à 70 dollars fin février avant le début du conflit. Il s'établit au-dessus des 100 dollars en mai. **Le cours du gaz en Europe a quant à lui doublé** entre le 28 février et le 9 mars, atteignant 65 €/MWh.

Sources : [Le Monde \(29/03/2026\)](#) ; [IRIS, S. Abis \(5/03/2026\)](#)

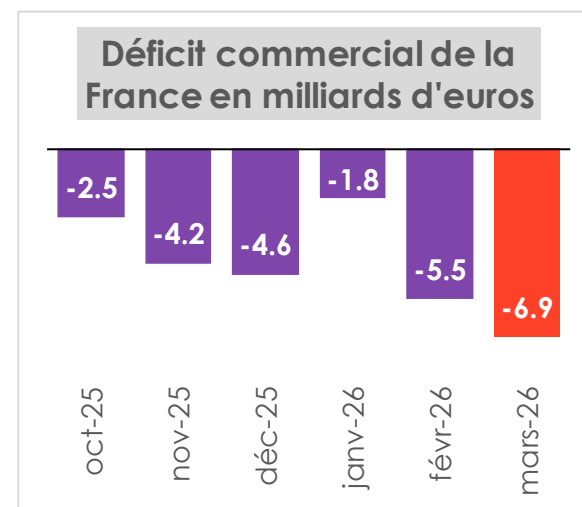
- Conflit au Moyen-Orient : nouveau choc géopolitique pour l'énergie mondiale

## Guerre en Iran, droits de douane de Trump et concurrence chinoise : trois facteurs qui creusent le déficit commercial français

- Le conflit au Moyen-Orient a alourdi la facture d'importation d'énergie de la France tout en freinant ses exportations vers la région 13
- Les effets des droits de douane américains se font de plus en plus sentir 14
- Effet indirect de la guerre commerciale : l'afflux de produits chinois en Europe, accentué par le conflit en Iran 15

## Le conflit au Moyen-Orient a alourdi la facture d'importation d'énergie de la France tout en freinant ses exportations vers la région

- Le **déficit commercial**<sup>1</sup> de la France, alors qu'il se réduisait depuis le printemps 2025, a atteint 14.1 milliards d'euros au premier trimestre 2026 selon les Douanes, soit **24.8 % de plus qu'au trimestre précédent** en valeur. Les importations ont augmenté de 1.8 % et les exportations ont été quasi stables (+0.1 % ; toujours en valeur).
- **Première explication : le conflit au Moyen-Orient** déclenché le 28 février a commencé à avoir des répercussions dès le mois de mars sur les comptes extérieurs français.
  - La guerre, qui frappe une zone clé pour l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz, a fait s'envoler le prix de ces ressources tant convoitées, et a **alourdi la facture énergétique de la France** (ses importations en énergie sont devenues plus chères). En effet, au premier trimestre, **les importations françaises d'énergie ont grimpé de 11 % en valeur**.
  - Par ailleurs, le conflit a sérieusement freiné les exportations de produits issus de la **construction aéronautique et spatiale** à destination du Proche et Moyen-Orient, après deux trimestres où celles-ci avaient été exceptionnellement élevées.
  - En conséquence, sur le seul mois de mars, le déficit commercial de la France s'est creusé de 1.4 milliard d'euros (+25.4 %), à 6.9 milliards. C'est avec le Proche et Moyen-Orient que le solde commercial s'est le plus dégradé sur le trimestre.



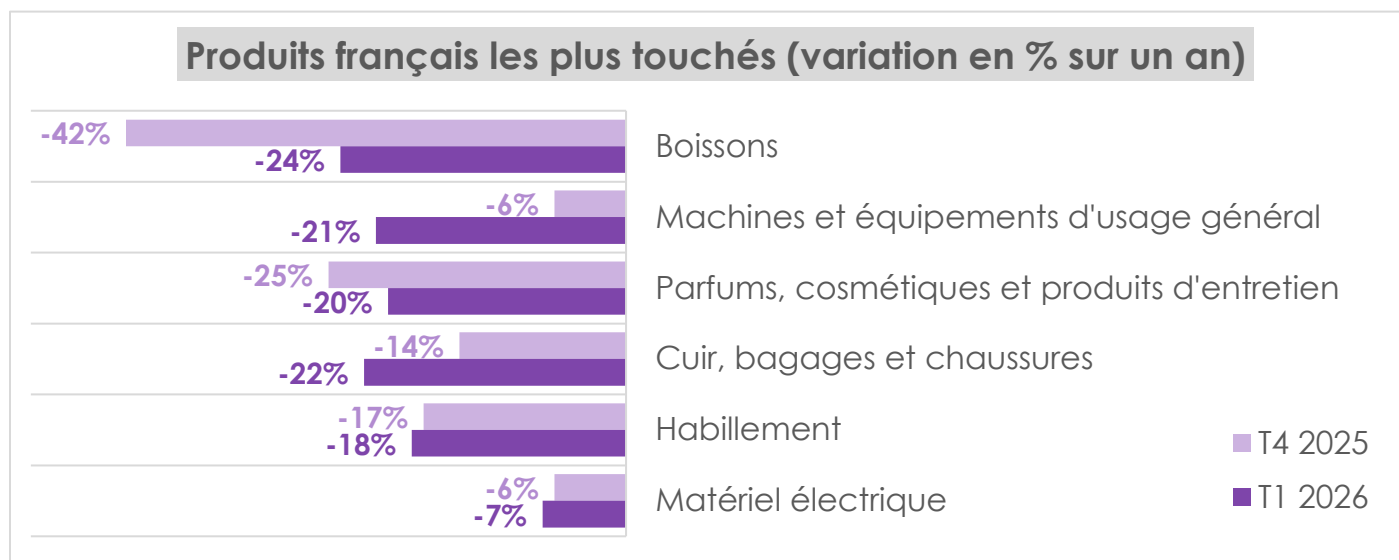
1 : le déficit commercial correspond à la différence entre la valeur des exportations et la valeur des importations de biens.

Sources : [Portail de la direction générale des douanes et droits indirects \(11/05/2026\)](#) et [Les Échos, N. Silbert \(7/05/2026\)](#)

## Les effets des droits de douane américains se font de plus en plus sentir

- La dégradation ne concerne cependant pas uniquement le solde énergétique. **Le déficit commercial des biens manufacturés s'est également aggravé**, dans une proportion presque équivalente (+1.7 milliard d'euros). **La situation s'est aussi détériorée pour les services** même si le solde reste excédentaire. Le conflit en Iran n'est donc pas le seul responsable de la contreperformance du commerce extérieur français.
- Voilà un an que l'administration Trump a relevé de 15 points les **droits de douane** sur la majorité des produits européens destinés au marché américain. Si leurs effets restent plus limités pour la France que pour ses voisins européens, ils gagnent en ampleur depuis le quatrième trimestre 2025. **Les exportations de la France vers les États-Unis ont diminué de 5 % au premier trimestre 2026** (après -4 % fin 2025). **L'aéronautique**, exemptée de droits de douane depuis août, fait figure d'exception (+30 %) et limite la chute : **sans ce secteur, les exportations tricolores outre-Atlantique auraient reculé de 11 % au premier trimestre 2026**.

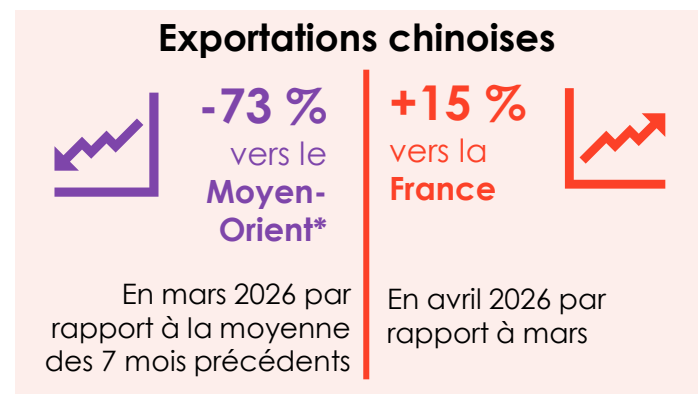
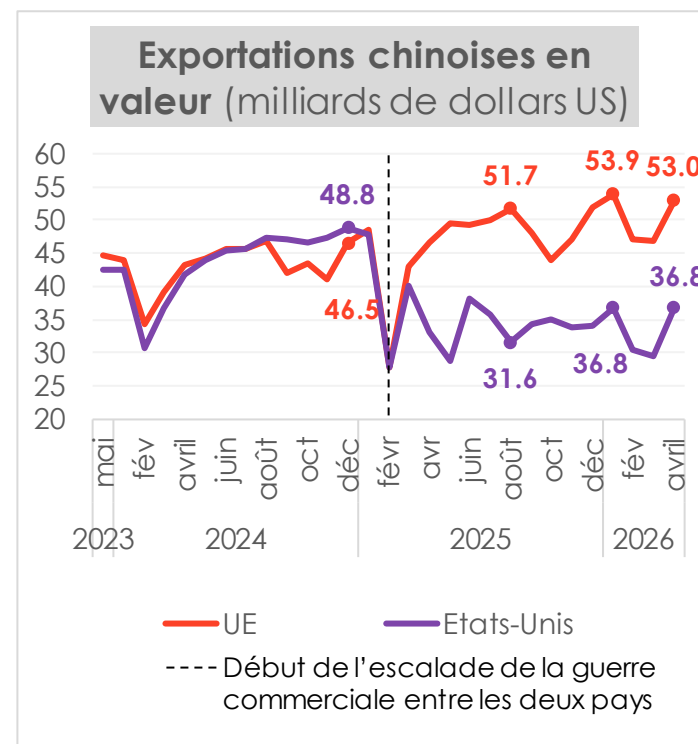
**-11 %**  
d'exportations  
françaises aux  
États-Unis hors  
aéronautique au  
1<sup>er</sup> trimestre 2026



Sources : [Portail de la direction générale des douanes et droits indirects \(11/05/2026\)](#) et [Les Échos, N. Silbert \(7/05/2026\)](#)

## Effet indirect de la guerre commerciale : l'afflux de produits chinois en Europe, accentué par le conflit en Iran

- La guerre commerciale menée par Trump a été particulièrement agressive envers la Chine depuis février 2025 (jusqu'à 145 % de droits de douane au plus fort de la crise).
- L'effet sur les **exportations chinoises vers les États-Unis** a été presque immédiat : **-32 %** entre octobre 2024 et août 2025. Dans le même temps, **elles ont bondi de 34 % vers la France** et de 19 % vers l'Union européenne (UE), atteignant des niveaux inédits et traduisant un report massif des produits chinois évincés du marché américain vers les marchés français et européen.
- Cet afflux de produits chinois s'est encore accentué en UE jusqu'en janvier 2026 tandis qu'il s'est nettement atténué pour la France jusqu'en mars.
- **Depuis avril**, on observe toutefois une **reprise marquée des exportations chinoises vers la France, l'UE**, mais aussi vers les États-Unis. Ce rebond s'explique très probablement par une **réorientation des exportations chinoises, consécutive à leur effondrement vers le Moyen-Orient\* lié au conflit en cours** : en mars, celles-ci ont chuté de 73.2 % par rapport à la moyenne des sept mois précédents, qui s'élevait à 9.4 milliards de dollars.



Sources : [Douanes chinoises](#)

\* Iran, Irak, Koweït, Émirats arabes unis, Libye

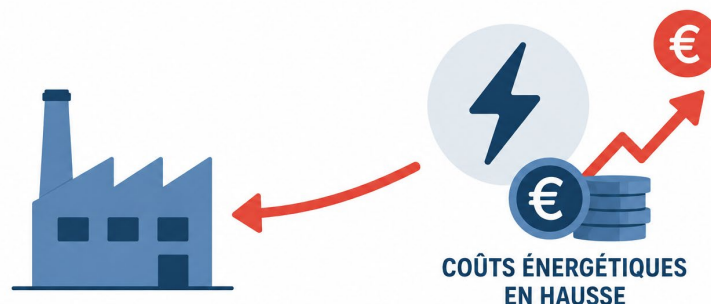
- Conflit au Moyen-Orient : nouveau choc géopolitique pour l'énergie mondiale

## **Conséquences pour les entreprises : la crise profite à quelques-uns et pénalise les autres**

- Hausse des coûts de production et retour des difficultés d'approvisionnement 17
- Pour les compagnies pétrolières en revanche, c'est le Jackpot 19

# Hausse des coûts de production

## Hausse des coûts de production



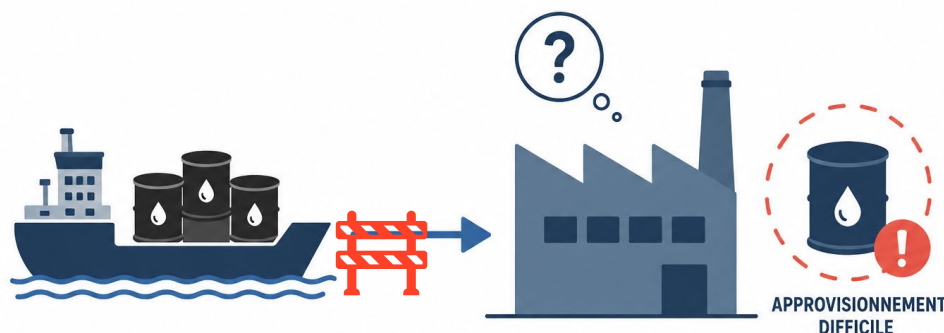
- Début mai, dans l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France, tous les chefs d'entreprise indiquent subir une **forte progression des prix des matières premières, à un niveau inédit depuis 2022** (mais bien inférieur au niveau de 2022). Les secteurs les plus touchés sont la chimie, la métallurgie, les équipements électriques, les produits minéraux et le bois-papier.
- **L'addition est particulièrement salée pour les compagnies aériennes.** Le conflit a privé le monde de 40 % de son kérosène qui a vu son prix passer de 600 dollars la tonne avant le conflit, à 1 500 dollars en avril.
- **La proportion d'entreprises déclarant augmenter leurs prix de vente remonte quant à elle à un niveau comparable à celui observé après le début de la guerre en Ukraine en 2022.** Toutefois, les entreprises peinent à répercuter pleinement la hausse des coûts des matières premières : dans un contexte de forte concurrence, elles en absorbent une partie, au détriment de leurs marges.

Sources : [Banque de France, Enquête mensuelle de conjoncture \(12/05/2026\)](#) ; [Le Monde, E. Béziat \(13/05/2026\)](#) ; [Le Figaro, A. Bohineust \(15/05/2026\)](#)

# Retour des difficultés d'approvisionnement (1)

## Retour des difficultés d'approvisionnement

- En avril, **13 % des entreprises industrielles signalent des difficultés d'approvisionnement** (contre 10 % en mars et 9 % en février). Plusieurs secteurs font état de tensions accrues sur les matières premières liées au pétrole et de délais de livraison allongés, en lien avec le conflit au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormuz.
- Les secteurs les plus touchés sont notamment **l'aéronautique** (33 %), les **équipements électriques** (30 %), la **chimie** (20 %) et **l'informatique-électronique** (17 %).



**13 % des entreprises industrielles françaises** ont des difficultés d'approvisionnement en avril

Sources : [Banque de France, Enquête mensuelle de conjoncture \(12/05/2026\)](#) ; [Le Monde, E. Béziat \(13/05/2026\)](#) ; [Le Figaro, A. Bohineust \(15/05/2026\)](#)

## Retour des difficultés d'approvisionnement (2)

### Retour des difficultés d'approvisionnement

- Les pays du Golfe détiennent également d'importantes parts de marché dans le **méthanol et l'hélium**. La guerre perturbe un tiers des livraisons mondiales de ce dernier gaz et la pénurie mondiale est déjà là. **40 % des besoins européens en hélium ne sont plus disponibles**. Or ce gaz est indispensable à la production de semi-conducteurs, au secteur médical (notamment pour les appareils d'IRM), au secteur aérospatial, à la fibre optique et à de nombreuses autres applications.
- Des risques de pénurie **d'aluminium** et de **cuivre** inquiètent aussi particulièrement les industriels européens. 9 % de la production mondiale d'aluminium provient du Moyen-Orient. Or deux sites majeurs de production ont été bombardés par l'Iran en mars. **Les prix ont grimpé de 25 % en mai en six mois**. L'Europe, particulièrement exposée, importe 80 % de son aluminium, après avoir délocalisé l'essentiel de sa production en Chine. Ce métal est indispensable pour l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'emballage, la construction, les infrastructures énergétiques et bien d'autres filières industrielles.
- La production de **cuivre** est également perturbée par la guerre au Moyen-Orient. Or le cuivre est irremplaçable dans l'électrification des usages industriels et dans la transition énergétique. La Banque mondiale prévoit une hausse de son prix de 21 % en 2026.



Sources : [Banque de France, Enquête mensuelle de conjoncture \(12/05/2026\)](#) ; [Le Monde, E. Béziat \(13/05/2026\)](#) et [B. Bonnefous \(15/05/2026\)](#) ; [Le Figaro, A. Bohineust \(15/05/2026\)](#)

## Pour les compagnies pétrolières en revanche, c'est le Jackpot (1)

**+ 52 % de profit pour TotalEnergie**  
sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2026



- **Superprofits réalisés depuis le début du conflit :**

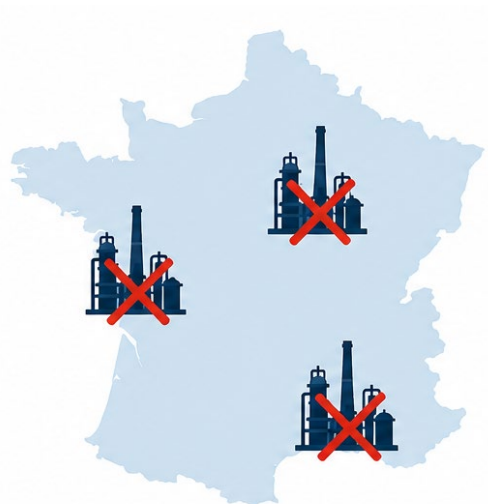
- Les bénéfices des producteurs européens de produits pétroliers se sont envolés en même temps que les prix du pétrole au premier trimestre. TotalEnergie, par exemple, a engrangé un **bénéfice net de 5 milliards d'euros, en hausse de 52 %** par rapport au premier trimestre 2025. La compagnie s'est même félicitée de sa "capacité à capturer" l'envolée des prix du pétrole et a augmenté de 5.9 % ses versements de dividendes trimestriels.
- BP a enregistré quant à elle une **hausse de 453 % de son bénéfice net**.

- **Le gouvernement et la Commission européenne refusent de taxer ces surprofits :**

- Beaucoup (politiques, économistes...) réclament à nouveau une taxation de ces superprofits alors que les Français subissent une flambée des prix à la pompe. Cinq pays européens (Allemagne, Espagne, Italie, Portugal et Autriche) ont même écrit à la Commission en ce sens le 4 avril.
- La Commission européenne s'est bien gardée de répondre à ces sollicitations. Du côté du gouvernement français, il n'en est pas question. Le ministre du Commerce, Serge Papin, défend corps et âme TotalEnergie, qu'il faut selon lui plutôt "saluer" qu'attaquer.

Sources : [La Tribune, M. Heuze \(4/05/2026\)](#)

## Pour les compagnies pétrolières en revanche, c'est le Jackpot (2)



7 raffineries ont été délocalisées par TotalEnergies, Petroplus et Shell dans les années 2010

- **Pourtant, l'envolée des prix des carburants en Europe est en partie due aux délocalisations passées des compagnies pétrolières européennes**
  - La hausse du prix du diesel à la pompe en Europe n'est pas due uniquement à l'envolée du prix du pétrole brut, mais aussi à la **très forte progression de la marge brute de raffinage** (qui y contribue pour moitié). Et cette marge a explosé parce que l'Europe manque de raffineries produisant du diesel. La France par exemple, importe 50 % de ses besoins en diesel.
  - Or, **la France a perdu les trois quarts de ses raffineries de pétrole en cinquante ans**. Il n'en reste aujourd'hui plus que six. Dans les années 2010 notamment, **sept raffineries ont été fermées sur décision de TotalEnergies, de Petroplus ou de Shell** de déplacer la production hors d'Europe : baisse des coûts salariaux, moins de réglementations environnementales...
  - **La dépendance de la France aux produits pétroliers raffinés étrangers est donc en partie due aux choix passés des géants du pétrole pour maximiser leurs profits.**

Sources : [La Tribune, M. Heuze \(4/05/2026\)](#) ; [Le Monde, A. Pécout \(7/05/2026\)](#) ; [Les Échos, G. Guichard \(3/04/2026\)](#)

- Conflit au Moyen-Orient : nouveau choc géopolitique pour l'énergie mondiale

## **Conséquences pour les ménages : retour de l'inflation et faible hausse des salaires en 2026**

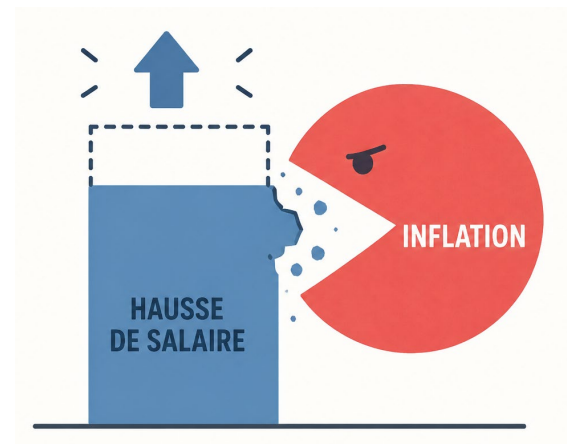
- L'inflation surprise de 2026 va rogner les augmentations de salaires négociées avant le conflit en Iran

22

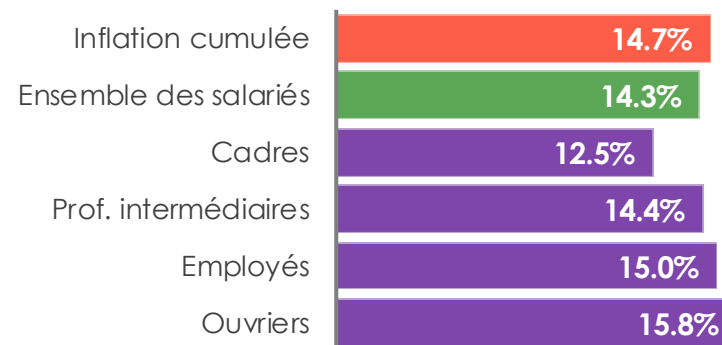
# L'inflation surprise de 2026 va rogner les augmentations de salaires négociées avant le conflit en Iran (1)

## Les salaires de base se font à nouveau distancer par l'inflation

- Avec une inflation particulièrement faible en 2025, **les salaires réels (corrigés de la hausse des prix) venaient tout juste de rattraper l'inflation liée à la précédente crise énergétique** (et encore, pas pour toutes les catégories de salariés).
- Les salariés ont eu à peine le temps de souffler, l'inflation est déjà de retour. Après une **hausse de 1.7 % en mars**, les prix à la consommation ont à nouveau augmenté de **2.2 % sur un an en avril**, conséquence directe de la hausse des prix des carburants et du gaz, liée au conflit en Iran.
- Dès mars, alors que l'inflation recommençait juste à accélérer, les salaires de base, qui ont augmenté de 14.3 % depuis septembre 2021, se sont à nouveau fait distancer par l'inflation cumulée depuis la crise énergétique de 2022 (14.7 %).



Evolution du salaire mensuel de base et des prix de septembre 2021 à mars 2026



## L'inflation surprise de 2026 va rogner les augmentations de salaires négociées avant le conflit en Iran (2)

- **Les augmentations de salaires pour l'année 2026 ont été négociées pour la plupart avant le déclenchement du conflit**, en prenant comme référence l'inflation faible de l'an dernier (0.9 % en moyenne). Ainsi, l'augmentation moyenne négociée a été de 1.6 % pour les salaires de base, dans les entreprises ayant trouvé un accord. Pour les petites entreprises, les hausses des minima de branches professionnelles se sont établies à +1 %. Des chiffres déjà en deçà du niveau d'inflation constaté en avril.
- Si le SMIC devrait rattraper l'inflation grâce à une revalorisation automatique cet été, **les autres salaires pourraient de nouveau stagner, voire reculer cette année** en termes réels. Les professions intermédiaires et les cadres n'ont toujours pas retrouvé leur pouvoir d'achat d'avant la précédente crise énergétique.
- Les renégociations en cours d'année semblent peu probables dans un contexte de hausse du chômage. D'ailleurs, les 1 700 patrons interrogés par la Banque de France juste après le déclenchement de la guerre prévoient une augmentation moyenne des salaires de base de 1.7 % environ sur un an, à peine supérieure à celle négociée lors des NAO.



**+1.6 % de salaire de base négocié pour 2026** dans les entreprises ayant conclu un accord

**+2.2 % de hausse des prix** à la consommation en avril 2026 sur un an



# ● Pauvreté au travail, défaillances d'entreprises et intelligence artificielle : des signaux sociaux inquiétants

- La pauvreté au travail bat des records en 2025, surtout chez les femmes salariées 25
- Quand les défaillances d'entreprises et les emplois menacés atteignent des niveaux inédits, la protection des salariés est remise en cause 27
- Intelligence artificielle, emploi et partage des gains de productivité : une recomposition déjà observable 31

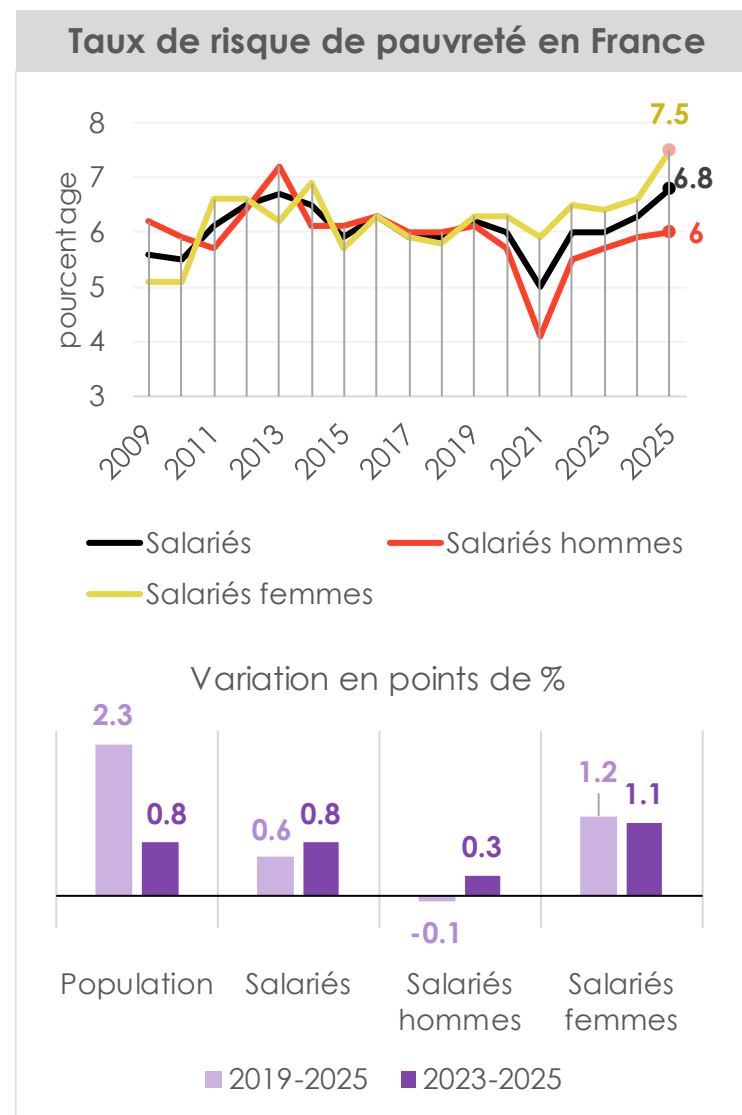
- Pauvreté au travail, défaillances d'entreprises et intelligence artificielle : des signaux sociaux inquiétants

## **La pauvreté au travail bat des records en 2025, surtout chez les femmes salariées**

# La pauvreté au travail bat des records en 2025, surtout chez les femmes salariées

## 7.5 % des femmes salariées sous le seuil de pauvreté en 2025, un niveau record

- Le taux de risque de pauvreté<sup>1</sup> des salariés a significativement augmenté entre 2023 et 2025 (+0.8 point), pour atteindre 6.8 %, un **niveau sans précédent**. Cette hausse s'explique en partie par la progression du revenu médian (+9.4 %), qui relève mécaniquement le seuil de pauvreté. Toutefois, les bas revenus ont augmenté moins rapidement : le premier décile n'ayant progressé que de 7.5 %, cela traduit bien un **décrochage des salariés les plus modestes** par rapport au reste de la population.
- Depuis 2019, le taux de risque de pauvreté a davantage augmenté dans la population totale que chez les salariés (+2.3 points contre +0.6 point). Mais depuis 2023, **il progresse autant chez les salariés que dans l'ensemble de la population**.
- Parmi les salariés, **les femmes sont les plus exposées**. Leur taux de risque de pauvreté a nettement progressé : +1.2 point depuis 2019 et +1.1 point depuis 2023. Chez les hommes, il a légèrement baissé depuis 2019 (-0.1 point) et a augmenté beaucoup moins rapidement depuis 2023 (+0.3 point). En 2025, **7.5 % des femmes salariées vivent sous le seuil de pauvreté** (contre 6 % chez les hommes), un **niveau record depuis que l'indicateur existe**.



Sources : Eurostat

1 : proportion de personnes dont le revenu disponible équivalent (après transfert social) est inférieur au seuil de risque de pauvreté, qui est fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux

- Pauvreté au travail, défaillances d'entreprises et intelligence artificielle : des signaux sociaux inquiétants

## **Quand les défaillances d'entreprises et les emplois menacés atteignent des niveaux inédits, la protection des salariés est remise en cause**

- Les défaillances d'entreprises et les mises en redressement judiciaire se sont encore envolées au premier trimestre 2026 28
- Emplois menacés par les défaillances : un niveau inédit depuis 2009 et des plans de suppressions d'emplois qui continuent de progresser, parfois avec le soutien d'aides publiques massives 29
- Pendant que les défaillances d'entreprises se multiplient, la Cour des comptes appelle à restreindre les garanties de salaires en cas de défaillance 30

## Les défaillances d'entreprises et les mises en redressement judiciaire se sont encore envolées au premier trimestre 2026

- Après une année 2025 déjà marquée par un niveau record de défaillances (70 000), celles-ci **augmentent encore de 6.4 % sur un an au premier trimestre**, pour atteindre près de **19 000 procédures**. La situation a été particulièrement défavorable en janvier, avant même le début du conflit en Iran.



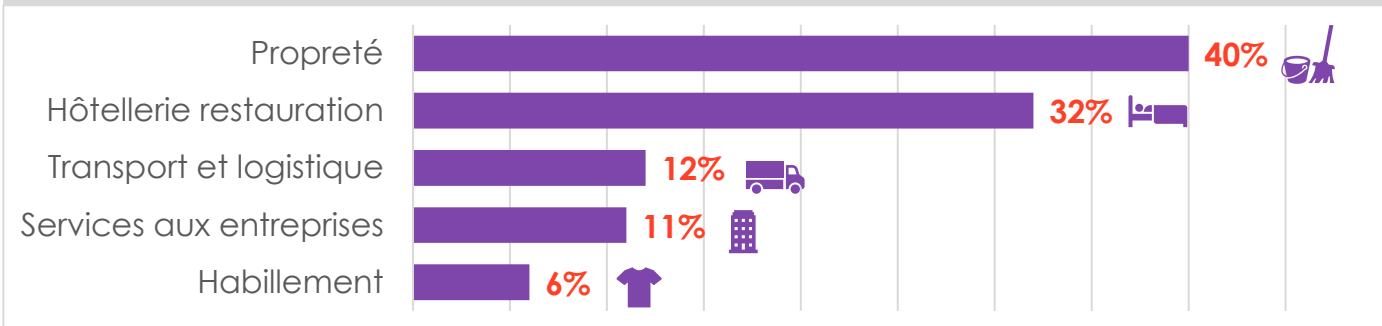
- Elle est en grande partie portée par l'augmentation marquée des **mises en redressement judiciaire** qui a concerné **5 770 entreprises** ce trimestre **(+13.6 % sur un an)**, avec des PME de 20 à 99 salariés de plus en plus touchées (+12 %).
- Les défaillances se sont particulièrement multipliées dans le **commerce de détail**, les **services aux entreprises**, le **transport et la logistique** et l'**hôtellerie**.
- À l'inverse, une accalmie se dessine dans la construction, la restauration et l'industrie manufacturière.

**+6.4 % de défaillances d'entreprises**

**+13.6 % de redressement judiciaire**

sur un an –  
1<sup>er</sup> trimestre 2026

### Secteurs les plus touchés (hausse des défaillances sur un an au T1 2026)



Sources : [Radiofrance, M. Debs \(26/03/2026\)](#), [Le Monde, S. Fay et R. Schittly \(11/05/2026\)](#)

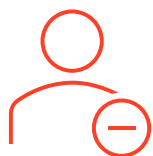
## Emplois menacés par les défaillances : un niveau inédit depuis 2009 et des plans de suppressions d'emplois qui continuent de progresser, parfois avec le soutien d'aides publiques massives

- **75 000 emplois sont ainsi menacés** par une procédure collective au premier trimestre. Un chiffre sans précédent depuis 2009 après la crise financière des Subprimes.
- Ces procédures concernent parfois le plus gros employeur d'une ville moyenne et **peuvent être dévastatrices pour des territoires entiers**. C'est par exemple le cas de la menace de fermeture des usines du papetier Fibre Excellence à Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et à Tarascon (Bouches-du-Rhône).



**75 000 emplois sont menacés** par une défaillance au T1 2026, un chiffre inédit depuis 2009

- Au-delà des défaillances d'entreprises, la CGT comptabilise en mars **63 plans de suppression d'emploi de plus qu'en décembre dernier**. Certains de ces plans interrogent, car qu'ils **concernent des entreprises ayant pourtant reçu des montants très importants d'aides publiques**. C'est notamment le cas de Symbio, startup française fabricant des piles à combustible à hydrogène pour les transports, qui a perçu **350 millions d'euros d'aides publiques directes** en deux ans dans le cadre du programme européen PIIEC (en plus des 18.3 millions d'euros de crédit impôt recherche et développement) avant de procéder au **licenciement de 70 % de ses effectifs, soit 350 salariés**. Ces aides étaient pourtant conditionnées au maintien de l'emploi jusqu'en 2033.



**+63 plans de suppression d'emplois** au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Sources : [Radiofrance, M. Debs \(26/03/2026\)](#), [Le Monde, S. Fay et R. Schittly \(11/05/2026\)](#)

## Pendant que les défaillances d'entreprises se multiplient, la Cour des comptes appelle à restreindre les garanties de salaires en cas de défaillance

- Lorsqu'une entreprise fait défaut et entre en procédure collective, l'**AGS** (Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés), **financée par les cotisations patronales, intervient pour garantir le paiement des salaires** (et d'autres types de créances salariales) lorsque l'employeur n'est plus en mesure de les verser. Le régime récupère ensuite 30 à 40 % de ces avances lors des procédures collectives.
- Face à la multiplication des défaillances d'entreprises, **la Cour des comptes laisse entendre, sans le formuler explicitement, qu'une réduction du niveau de couverture de l'AGS serait nécessaire**, invoquant une situation financière tendue du dispositif. Elle invite en parallèle les pouvoirs publics à examiner sérieusement les pistes avancées par l'AGS pour contenir ses dépenses : restreindre ou exclure les dommages et intérêts, plafonner les indemnités de rupture, se limiter aux seuls licenciements économiques, limiter à trois mois avant le jugement d'ouverture de la procédure collective la période de garantie...
- **Le Medef y est évidemment favorable alors même qu'il affirme "maîtriser l'équilibre du système avec un niveau de trésorerie suffisant"** pour faire face à un retournement conjoncturel.

"Dans un contexte d'augmentation, probablement durable des charges du régime, il apparaît légitime que tous les leviers susceptibles de réduire le déséquilibre puissent être examinés, voire utilisés, qu'ils soient à charge des entreprises [...] ou supportés par les salariés"

La Cour des comptes,  
2 mars 2026

- Pauvreté au travail, défaillances d'entreprises et intelligence artificielle : des signaux sociaux inquiétants

## Intelligence artificielle, emploi et partage des gains de productivité : une recomposition déjà observable

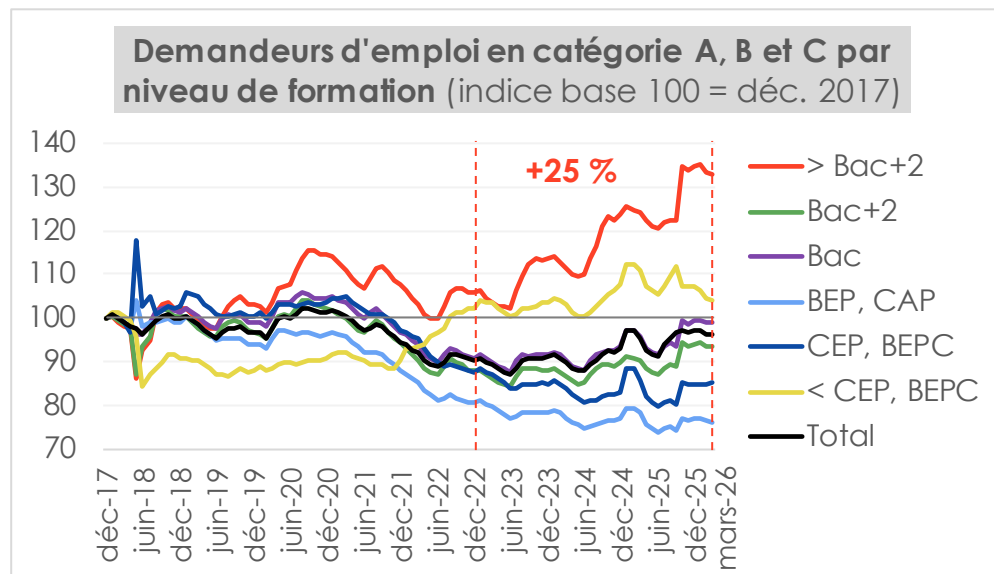
- Le chômage des jeunes les plus diplômés s'envole depuis 2023, notamment dans les secteurs les plus exposés à l'IA, qui pourtant se portent bien 33
- Les gains de productivité réalisés potentiellement grâce à l'IA ne semblent guère profiter aux salariés 35

## Le chômage des jeunes les plus diplômés s'envole depuis 2023, notamment dans les secteurs les plus exposés à l'IA, qui pourtant se portent bien (1)

- Plusieurs études ont récemment chiffré les effets potentiels de l'intelligence artificielle (IA) sur l'emploi. En France, **16 % des emplois, soit près de 5 millions de postes, seraient en danger** d'ici 2030, selon une étude de Coface et de l'Observatoire des emplois menacés et émergents.
- Mais il semblerait que les premiers effets s'observent déjà dans les chiffres. C'est ce que l'Insee tend à montrer dans sa dernière note de conjoncture. L'institut observe un retournement de l'emploi des jeunes depuis deux ans en France (comme aux États-Unis), concomitant au déploiement de l'IA, dans les secteurs les plus exposés, notamment dans les secteurs informatiques.

**+25 % de chômeurs**  
> Bac+2 depuis 2023

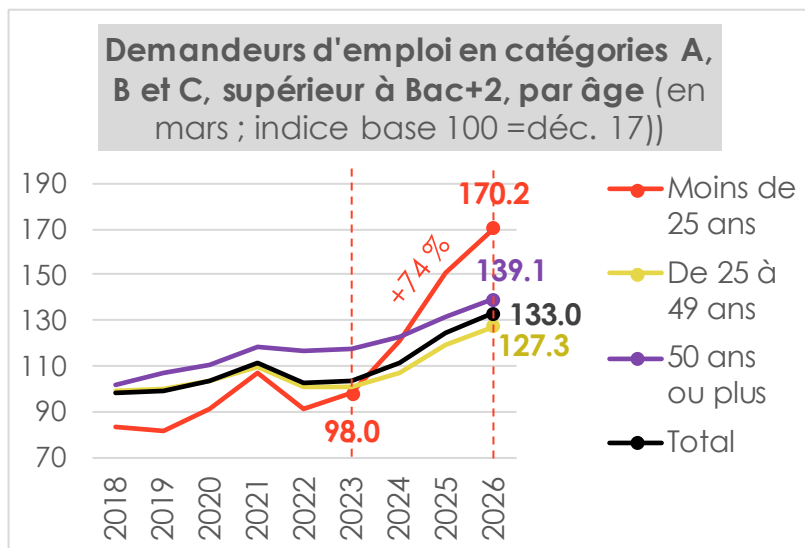
- Les données de France Travail confirment et affinent ce constat. Les métiers les plus confrontés à l'IA sont les plus diplômés<sup>1</sup>. Or, le **nombre de demandeurs d'emploi les plus diplômés (supérieur à Bac+2) a augmenté de 25 %** depuis 2023, alors qu'il était relativement stable auparavant. Aucun autre niveau de diplôme n'a connu une telle progression.



Sources : [Les Échos, G. de Calignon \(18/03/2026\)](#) ; Insee, [Note de Conjoncture \(24/03/2026\)](#) ; [France Travail, STMT](#) ;

1 : comme le montrent la plupart des études, et notamment : Eloundou et al., 2024 ; Tomlinson et al. ; 2025, Bruegel, 2024 ou OIT, 2025

## Le chômage des jeunes les plus diplômés s'envole depuis 2023, notamment dans les secteurs les plus exposés à l'IA, qui pourtant se portent bien (2)



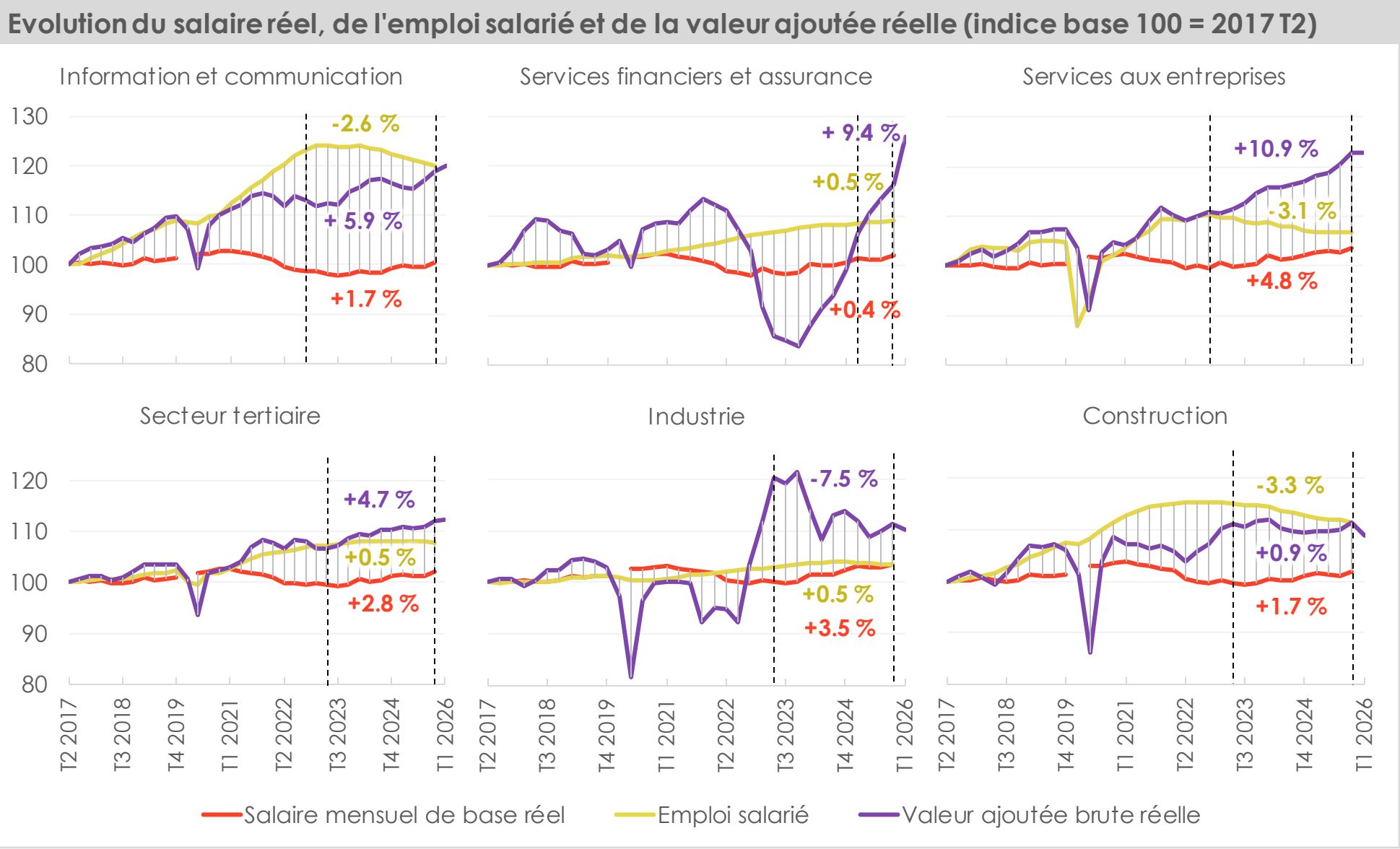
- Parmi ces chômeurs très diplômés, les **moins de 25 ans** enregistrent la plus forte hausse : **+74 %** entre mars 2023 et mars 2026 (contre +26 % pour les 25-49 ans et +18 % pour les 50 ans et plus). La population des jeunes diplômés supérieurs à BAC+2 a certes augmenté sur la période mais pas dans une telle proportion (+11 % entre 2023 et 2025).
- **Le chômage des jeunes les plus diplômés a notamment fortement progressé pour les métiers les plus exposés à l'IA** : Banque, assurance, immobilier (+46 % entre 2023 et 2026), Communication, média et multimédia (+47 %) et support à l'entreprise (+81.9 %). **Pourtant, ces mêmes branches figurent parmi celles ayant enregistré les plus fortes hausses de production en volume sur la période.**

- La forte hausse du chômage des jeunes diplômés, concentrée sur les profils les plus exposés à l'IA, suggère un **début d'impact de ces technologies sur l'emploi**. Pour le moment, le développement de l'IA semble engendrer principalement un ralentissement des embauches et en particulier des embauches durables plutôt qu'une hausse des licenciements. Ce ralentissement pourrait toutefois être aggravé par un comportement attentiste des entrepreneurs. Lors de leurs dernières publications de résultats, plusieurs agences de recrutement soulignent un recours accru aux contrats temporaires, les entreprises restant prudentes et évaluant encore les effets de l'IA sur leurs besoins en main-d'œuvre (en plus du climat d'incertitude lié au contexte géopolitique).

**+74 % de chômeurs** chez les moins de 25 ans supérieurs à Bac +2 entre 2023 et 2026

Sources : [France Travail, STMT](#) ; [Datagouv, jeu de données "Activité, emploi et chômage – séries longues"](#) ; Insee, [Comptes nationaux trimestriels au premier trimestre 2026](#) ; [Les Échos \(5/05/2026\)](#)

# Les gains de productivité réalisés potentiellement grâce à l'IA ne semblent guère profiter aux salariés (1)



## Les gains de productivité réalisés potentiellement grâce à l'IA ne semblent guère profiter aux salariés (2)



- Dans les secteurs les plus exposés à l'IA, la valeur ajoutée brute réelle\* (corrige de la variation des prix) **a fortement augmenté depuis 2023 alors que l'emploi a reculé ou stagné** (voir graphiques en page précédente). Dans **l'information et communication**, la valeur ajoutée a augmenté de près de 6 % entre fin 2022 et fin 2025, tandis que l'emploi salarié a reculé de 2.6 %. Dans les **services aux entreprises**, la valeur ajoutée a bondi de 10.9 % et l'emploi s'est affaissé de 3.1 %. Enfin, dans les **services financiers et d'assurance**, la valeur ajoutée a augmenté de 9.4 % en un an en 2025 (alors qu'elle avait déjà rattrapé son niveau de 2021 après sa forte baisse en 2022) et encore de 8 % en un trimestre seulement début 2026. Dans ce secteur, l'emploi n'a augmenté que de 0.5 % en 2025.

- **La productivité apparente du travail s'est donc nettement améliorée dans ces secteurs-là.** Ce n'est pas le cas dans l'industrie ou la construction. Sans pouvoir l'établir formellement, la concomitance entre l'essor de l'intelligence artificielle et les gains de productivité observés dans les secteurs les plus exposés, suggère que l'IA contribue, au moins en partie, à ces gains.
- En parallèle, **les salaires réels (corrige de l'inflation) ont augmenté beaucoup moins rapidement** que la productivité, dans ces mêmes secteurs : +1.7 % dans l'Information et communication entre fin 2022 et fin 2025 (contre environ +8.5 % de productivité), +4.8 % dans les services aux entreprises (contre environ +14 % de productivité) et +0.4 % en 2025 dans les services financiers et d'assurance (contre environ +8.9 % de productivité).

Le développement de l'IA pourrait donc, non seulement détruire un nombre considérable d'emplois, mais aussi engendrer un transfert de valeur ajoutée des salariés vers les détenteurs de capitaux.

# ● Conjoncture internationale : la zone euro est engluée tandis que les États-Unis et la Chine résistent

- Zone euro : 3 % d'inflation et une croissance qui patine, soutenue par l'investissement et freinée par le commerce extérieur 37
- États-Unis : croissance solide mais accélération de l'inflation 38
- Chine : une croissance résiliente mais fragile 39

## Zone euro : 3 % d'inflation et une croissance qui patine, soutenue par l'investissement et freinée par le commerce extérieur

- **La croissance du PIB de la zone euro a ralenti au premier trimestre 2026 : +0.1 %** après +0.2 % fin 2025. Elle a atteint 0.6 % en Espagne, 0.3 % en Allemagne, 0.2 % en Italie et 0.1 % aux Pays-Bas. La France affiche donc l'une des performances les plus faibles de la zone. La divergence de croissance entre les États membres est toutefois relativement faible par rapport aux tendances historiques.
  - **La production industrielle est en baisse** au moins sur les deux premiers mois de l'année (-1 % par rapport au quatrième trimestre 2025) et la dynamique ralentit dans les services.
  - **La consommation privée semble s'être modérée** début 2026, avant même le début du conflit.
  - **L'investissement a soutenu l'activité** avec une amélioration des bénéfices des entreprises, une forte demande de technologies numériques et de matériel de défense.
  - **En revanche, comme en France, les exportations ont fortement pénalisé la croissance.** En volume, les exportations de biens reculent de 3.4 % sur trois mois en février 2026 après un recul déjà observé en janvier. Comme la France, la zone euro est confrontée à une contraction de ses exportations vers les États-Unis et à un accroissement de la concurrence chinoise.
- 
- Les effets de la guerre au Moyen-Orient commencent à se manifester depuis mars. **L'inflation s'est établie à 3 % en avril 2026** dans la zone euro, après 2.6 % en mars, une hausse exclusivement due à la flambée des prix de l'énergie liée au conflit et à la hausse des prix alimentaires. La confiance s'est nettement détériorée en mars et en avril, en particulier chez les consommateurs, les détaillants et les entreprises de service (seul moteur de la croissance ces derniers trimestres).

## États-Unis : croissance solide mais accélération de l'inflation

- **Aux États-Unis, le PIB en volume affiche une croissance de 2 % au premier trimestre sur un an**, un net rebond par rapport à une fin d'année 2025 particulièrement mauvaise, et **un chiffre bien supérieur à la plupart des autres économies occidentales**.
- Tous les fondamentaux de l'économie américaine sont au vert (investissement, consommation intérieure, dépense publique, marché du travail) sauf les importations qui ont augmenté plus rapidement que les exportations (en volume), et **l'inflation qui s'est fortement accélérée (+3.3 % sur un an** en mars) en raison de l'envolée des prix de l'énergie.



**+2 % de PIB** en volume sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

## Chine : une croissance résiliente mais fragile



- En Chine, la croissance s'est légèrement accélérée au premier trimestre 2026 (plus qu'attendu), en atteignant **5 % sur un an**.
- Cependant, cette croissance repose toujours essentiellement sur les dépenses publiques et sur les exportations, alors que la demande intérieure reste atone et que la crise de l'immobilier continue de peser sur l'activité.
- De plus, le conflit au Moyen-Orient commence à se faire sentir. **Les exportations ont ainsi fortement ralenti en mars** (+2.5 % sur un an contre 4 % prévu par les économistes), faisant les frais de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières liée au conflit en Iran et du blocage du détroit d'Ormuz, où transite une bonne partie des exportations chinoises. La **hausse des prix à la consommation a en revanche été contenue** en mars par le plafonnement des prix.
- Même si les coûts de production sont mis sous pression par la hausse des coûts de l'énergie, la Chine est relativement moins exposée que d'autres pays asiatiques aux chocs énergétiques grâce à un mix moins dépendant du pétrole et du gaz, des approvisionnements plus diversifiés et des stocks importants.
- Par contre, elle en paye le prix indirectement via **l'affaiblissement de la demande régionale**. Dans les autres pays asiatiques, plus dépendants de l'énergie du Golfe, la demande (y compris de produits chinois) ralentit sous l'effet de l'inflation liée aux prix de l'énergie.

Sources : [Banque Centrale européenne, Bulletin économique N° 3 /2026](#) ; [Le Monde, C. Fouquet \(16/04/2026\)](#)

# ● Les perspectives : ralentissement de la croissance, diffusion de l'inflation et beaucoup d'incertitude

- Les effets du conflit au Moyen-Orient vont se faire sentir davantage au deuxième trimestre, qui s'annonce déjà pire que le premier dans la zone euro 41
- La croissance mondiale devrait ralentir en 2026, les pays émergents et en développement seraient particulièrement impactés 42

## Les effets du conflit au Moyen-Orient vont se faire sentir davantage au deuxième trimestre, qui s'annonce déjà pire que le premier dans la zone euro

- Les perspectives sont plus que jamais incertaines et suspendues à la durée et à l'évolution du conflit au Moyen-Orient. **Une seule chose est sûre, l'impact de la guerre va être davantage perceptible au deuxième trimestre** alors que la situation était déjà bien mal embarquée en début d'année dans la zone euro et plus particulièrement en France.

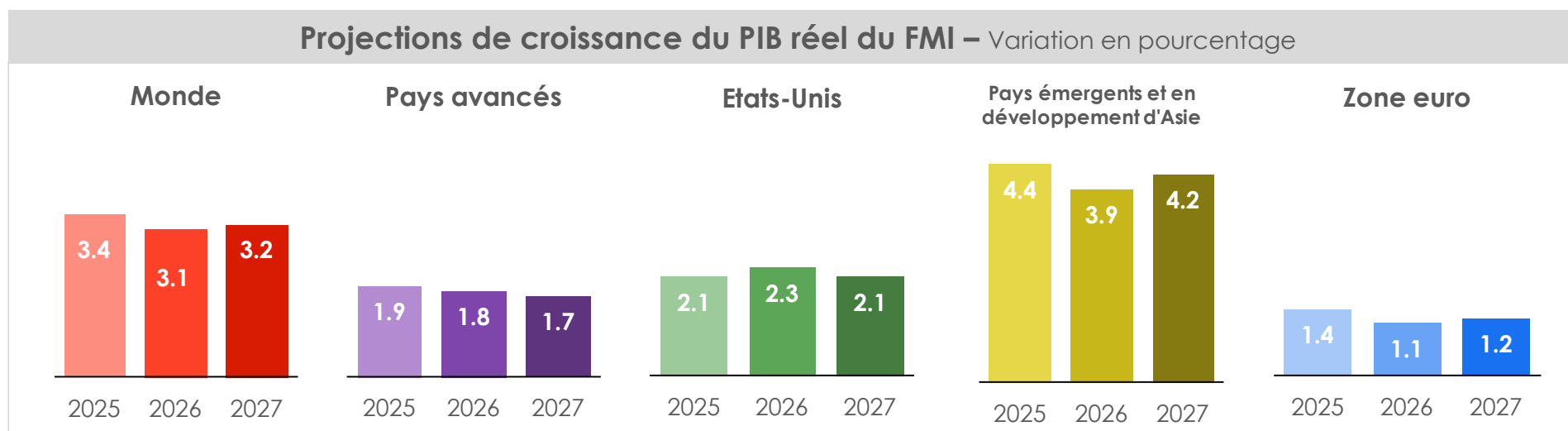


L'activité économique du secteur privé en France s'est effondrée en mai, à son rythme le plus rapide depuis 2020

- D'ailleurs, les premiers chiffres ne sont pas bons du tout. Selon la dernière enquête PMI (enquête mensuelle auprès des entreprises sur leur activité), **l'activité économique du secteur privé en France s'est effondrée en mai**, à son rythme le plus rapide depuis 2020. Le constat est partagé aussi bien dans les services que dans l'industrie manufacturière. Explications données par les entreprises : guerre au Moyen-Orient, montée des coûts des carburants et de l'énergie et incertitude générale. L'activité est en baisse également dans la zone euro.
- **Le pétrole et le gaz restent au cœur du mix énergétique de la zone euro.** Si le conflit se prolonge, les difficultés en matière de compétitivité pour les exportateurs européens devraient s'intensifier et l'inflation devrait encore monter.
- L'inflation est pour l'heure limitée essentiellement aux produits énergétiques mais elle devrait peu à peu se diffuser aux autres segments de consommation. La reprise de la consommation, attendue initialement par les économistes en 2026, n'aura sûrement pas lieu. D'ailleurs, les secteurs où le climat des affaires se dégrade le plus sont ceux qui sont dépendants de la consommation ou de l'investissement des ménages (hébergement-restauration, activités immobilières et commerce de détail).
- **Cependant, l'inflation devrait être plus modérée qu'en 2022.** La demande étant beaucoup moins dynamique qu'à l'époque, les entreprises ont aujourd'hui moins de marges de manœuvre pour augmenter leurs prix.

## La croissance mondiale devrait ralentir en 2026, les pays émergents et en développement seraient particulièrement impactés

- **En supposant que le conflit reste limité en durée et en ampleur**, la croissance mondiale devrait ralentir à 3.1 % en 2026 puis à 3.2 % en 2027. L'inflation mondiale devrait légèrement augmenter en 2026. Le ralentissement de la croissance et la hausse de l'inflation devraient être particulièrement marqués dans les économies émergentes et en développement.
- La Zone euro devrait continuer à être la zone la moins dynamique avec 1.1 % de croissance en 2026 et 1.2 % en 2027. La croissance américaine est en revanche attendue en hausse en 2026.
- Évidemment, la persistance ou l'aggravation du conflit pourraient considérablement abaisser ces prévisions. Des gains de productivité liés à l'IA moindres qu'attendu pourraient aussi entraîner une révision à la baisse.



Sources : [FMI, World Economic Outlook \(1/04/2026\)](#)

# ● Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

# Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

## Les questions à poser en CSE

### Inflation, salaires

- À combien s'élèvent en moyenne les augmentations de salaires décidées pour 2026 ?
- **Compte tenu du retour de l'inflation** depuis mars qui n'était pas prévu lors des négociations, **la direction envisage-t-elle de rouvrir des négociations en cours d'année ?**
- Ou envisage-t-elle le versement d'une **prime ponctuelle** ? Par exemple la **prime carburant employeur** dont le plafond va être doublé et l'éligibilité étendue ?
- **De combien ont augmenté les salaires** de base en moyenne depuis le troisième trimestre 2021 (en cumulé) ? Même chiffre **par catégorie socioprofessionnelle** de salariés ?
- *Si l'une de ces évolutions est inférieure à l'inflation cumulée sur cette période (14.7 %) :* **la direction prévoit-elle de compenser les pertes de salaire réel accumulées depuis 2021** (notamment par telle ou telle catégorie de salariés) ? Sachant que le risque de pauvreté au travail augmente.



### Conflit au Moyen-Orient

- Dans quelles mesures l'entreprise est-elle affectée par la **hausse des coûts de l'énergie** et des matières premières ?
- Quelle est l'évolution de nos coûts de production ?
- Comment a-t-elle prévu d'y faire face ? Répercussion sur les prix de vente ? Rognage des marges ?
- L'entreprise subit-elle des **difficultés d'approvisionnement** ? *Si oui*, quelles sont les conséquences immédiates et à venir ?
- Les **incertitudes** liées au contexte géopolitique poussent-elles l'entreprise à **reporter ou revoir à la baisse des projets d'investissement et/ou d'embauche** ?

### Faible demande intérieure

- L'entreprise **est-elle affectée** par la faiblesse de la demande intérieure ? Quelles **conséquences** sur l'activité ?
- Quelles sont les prévisions d'activité pour les prochains trimestres ?

# Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

## Les questions à poser en CSE

### Intelligence artificielle (IA)

- L'IA pourrait-elle conduire à réduire les effectifs dans notre entreprise ou à renoncer à des embauches ?
- L'IA a-t-elle déjà permis à l'entreprise de réaliser des **gains de productivité depuis 2023** ? *Si oui* :
  - Dans quelles mesures ?
  - La direction envisage-t-elle de **partager ces gains de productivité** avec les salariés ?
  - Comment ont évolué les marges de l'entreprise depuis 2023 ?

### Plans de suppression d'emploi, aides publiques

- L'entreprise a-t-elle bénéficié d'**aides publiques** récentes ?
- *Si oui* : quelles **contreparties** en matière d'emploi, d'investissement ou de salaires ?
- Ces engagements sont-ils respectés aujourd'hui ?
- En cas de difficultés : pourquoi les aides n'ont-elles pas permis de sécuriser l'emploi ?

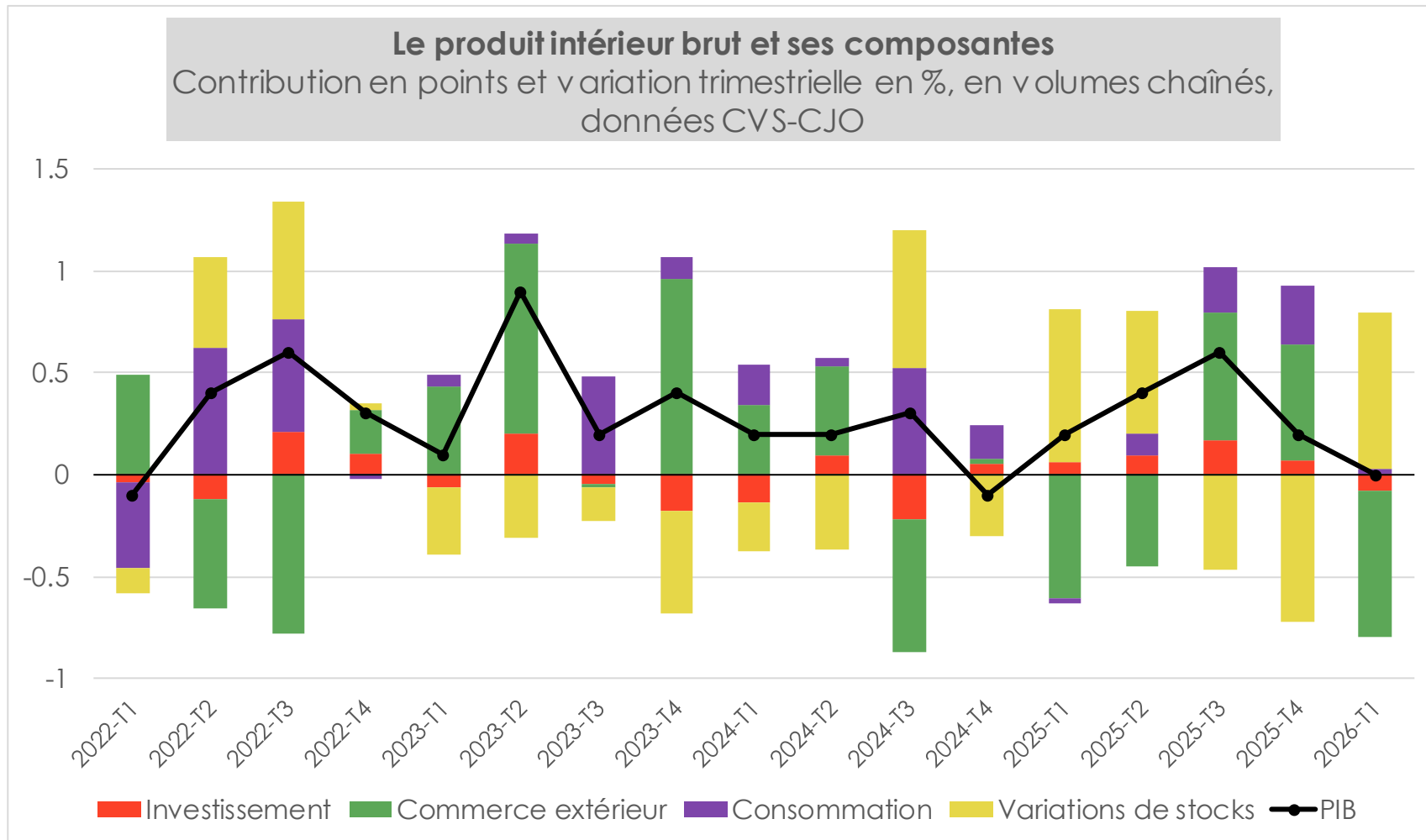


### Droits de douane américains

- L'entreprise est-elle exposée aux **droits de douane américains** ? Quel pourcentage de notre chiffre d'affaires est réalisé grâce aux exportations de biens aux États-Unis ?
- Quel est l'**impact financier** pour l'entreprise ?
- *Si l'impact est significatif, quelles solutions* envisagez-vous ? Diminuer les marges pour compenser et garder un accès au marché américain ? Trouver d'autres débouchés que les États-Unis ?
- L'entreprise est-elle impactée par l'**afflux de biens chinois** ?

# Annexe

# La croissance économique en France



**Lecture** : au premier trimestre 2026, le PIB a été stable (+0.0 %) par rapport au quatrième trimestre 2025 ; la contribution du commerce extérieur est de -0.7 point.



# L'emploi en France

## Évolution de l'emploi salarié privé : en pourcentage (données CVS en % en fin de trimestre)

	Évolution sur 3 mois		Évolution sur un an	Évolution depuis fin 2019
	2025 T4	2026 T1	2026 T1	2026 T1
Agriculture	3.9	-1.2	-1.1	6.7
Industrie	-0.1	-0.1	-0.6	1.8
Construction	-0.4	-0.5	-1.2	3.2
Tertiaire marchand	-0.1	0	-0.1	6.3
<i>intérim (*)</i>	-0.2	-0.3	-0.7	-9.2
<i>hors intérim</i>	-0.1	0	-0.1	7.4
Tertiaire non marchand	-0.3	0.2	-0.3	5.9
<b>Ensemble privé</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.3</b>	<b>5.3</b>

**Lecture** : au premier trimestre 2026, l'emploi salarié privé dans l'industrie baisse de 0.6 % par rapport au trimestre précédent.

## Évolution de l'emploi salarié privé : en milliers (données CVS en milliers en fin de trimestre)

	Évolution sur 3 mois		Évolution sur un an	Évolution depuis fin 2019	Niveau
	2025 T4	2026 T1	2026 T1	2026 T1	2026 T1
Agriculture	12.3	-4	-3.5	20.1	321.7
Industrie	-4.6	-3.2	-17.9	55.2	3 184.8
Construction	-5.6	-7.7	-19.2	47.5	1 525.9
Tertiaire marchand	-15.6	-1.1	-15.6	788	13 197.8
<i>intérim (*)</i>	-1.2	-1.9	-5.1	-71.2	704.7
<i>hors intérim</i>	-14.5	0.9	-10.6	859.2	12 493.2
Tertiaire non marchand	-7.3	4.5	-8.2	154.2	2 775.0
<b>Ensemble privé</b>	<b>-20.9</b>	<b>-11.4</b>	<b>-64.4</b>	<b>1 065.0</b>	<b>21 005.1</b>

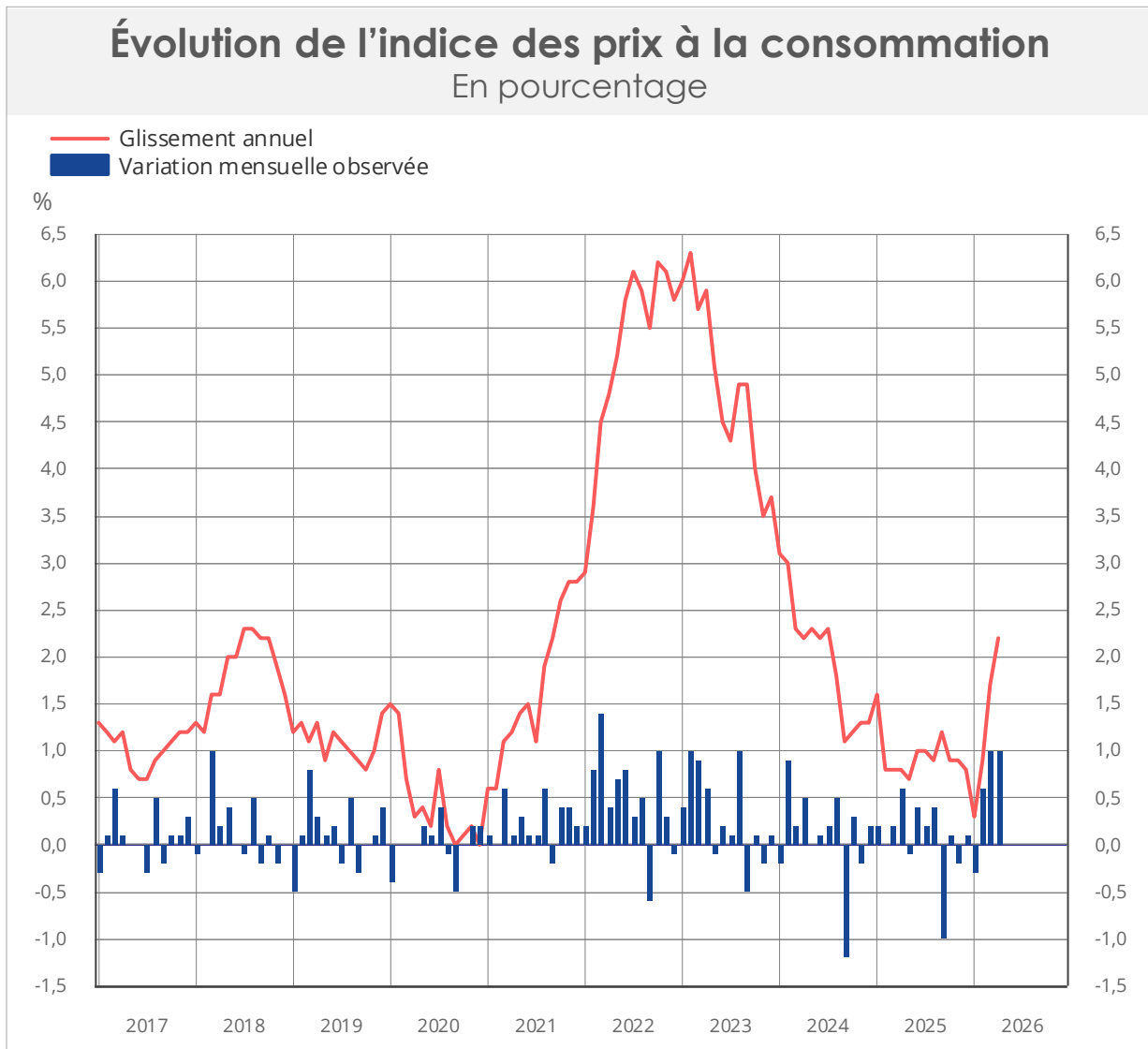
**Lecture** : au premier trimestre 2026, l'emploi salarié privé dans l'agriculture baisse de 4 000 emplois par rapport au trimestre précédent.

**Note** : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission.

Sources : [Note de conjoncture de l'Insee \(18 juin 2025\)](#)



# L'inflation en France



**Dernier point observé** : avril 2026, donnée provisoire.  
**Lecture** : en avril 2026, l'inflation s'élèverait à +2.2 % sur un an.

Sources : [Insee, Information rapide n° 109, 30/04/2026](https://www.insee.fr/fr/information/109)

